

**Coordination contre le
projet de liaison ferroviaire
Charles-de-Gaulle Express**

**Monsieur Nicolas Hulot,
Ministre de la Transition
écologique et solidaire**

Monsieur le Ministre,

Samedi 1^{er} juillet, à Rennes, le Président de la République a déclaré :

« Le combat que je souhaite engager pour les années à venir, ce sont les transports du quotidien », ajoutant qu'il n'entendait pas « relancer de grands projets nouveaux mais financer le renouvellement des infrastructures ».

Nous, collectifs d'habitant.es, associations et élu.es mobilisés contre le projet de liaison ferroviaire Charles-de-Gaulle Express et pour l'amélioration des transports franciliens, comptons sur vous pour stopper ce projet.

L'autorité environnementale a pointé l'aspect néfaste pour l'environnement du CDG Express, en relevant l'impossibilité de concilier les objectifs de qualité de l'air, de bruit, de consommation d'énergie, et d'émissions de gaz à effet de serre avec ce projet d'infrastructure ferroviaire.

En particulier, on peut craindre l'augmentation du bruit dans des secteurs déjà surexposés, l'impact foncier du projet dans une zone promise au renouvellement et des effets négatifs sur les conditions de transport des passagers du RER B. En outre, le projet, qui prévoit de consommer 25 hectares de terres cultivables, ne présente aucun inventaire naturaliste et n'aborde que succinctement l'aspect agricole.

Le CDG express est également une gabegie pour les finances publiques. D'un coût estimé à plus d'1,6 milliard d'euros, il sera financé par une aide d'Etat, alors même que le tarif prévisionnel du billet est déjà prohibitif. Loin de constituer un investissement d'avenir, il ne participera aucunement à désenclaver les territoires traversés, lesquels ne seront pas desservis.

Nous déplorons l'absence d'études d'alternatives. Une ligne de métro rapide est pourtant censée relier Paris et l'aéroport de Roissy la même année que la mise en service du projet CDG Express. De même, la possibilité d'utiliser des rames de TGV sur le trajet du RER B n'a pas été étudiée, alors même que cette solution a récemment fait ses preuves.

Enfin, nous dénonçons le manque de concertation et d'écoute. A la clôture de la consultation publique, les résultats sont clairs : 90 % des avis déposés ont exprimé leur opposition face à cette ligne inutile et coûteuse et réclament l'amélioration des infrastructures existantes. Alors que les transports franciliens ont souffert d'un sous-investissement chronique, leur amélioration devrait être la priorité des pouvoirs publics.

C'est pourquoi, nous sollicitons de votre part un rendez-vous pour connaître votre position, dans l'espoir qu'elle concrétise la promesse du Président de la République et soit fidèle à vos engagements en faveur de la transition écologique.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire à notre forte détermination à nous opposer juridiquement et sur le terrain à ce projet inutile et imposé.

Paris, le 7 juillet 2017

Premiers signataires

ASA PNE, Association pour le Suivi de l'Aménagement Paris Nord-Est - Collectif Habitants Rue Jacques Kablé - Collectif Stop CDG Express - Didier Delpeyrou - Farid Djabali, Conseiller municipal EELV Mitry Mory - Sarah Doré - Philippe Durand - Léon Estroumsa - Claire Gignan - Renaud Hee - Lounis Ibadioune - Henri Mandrile - Sandrine Mées, Conseillère de Paris, élue référente du quartier Goutte d'Or - Danièle Premel, Conseillère de Paris - Franck Rolland, Conseiller municipal Villeparisis - Christian Tarrieu, président EB2V - Association Ensemble Bien Vivre
